



Déjeuner du Cercle des réseaux européens

Yves Bertoncini – 18 Avril

Le 18 avril le Cercle des Réseaux européens a rencontré Yves Bertoncini, Directeur de l'Institut Jacques Delors, afin de discuter des programmes européens des candidats à l'élection présidentielle. Si l'Europe est devenue un réel sujet dans la campagne électorale, elle est souvent portée par des candidats europhobes. A cinq jours du premier tour, le déjeuner a donc été l'occasion de faire un point sur les différentes visions de l'Europe proposées, et sur l'avenir de l'Union européenne par rapport aux propositions des candidats.

La place de l'Europe dans le programme des candidats

Dans un contexte de « crise de copropriété » dans l'Union européenne, mise en lumière par le vote sur le Brexit, l'élection présidentielle de 2017 a remis la question européenne au centre des débats. En tant que membre fondateur de l'UE le résultat des élections en France pourrait avoir des répercussions fortes sur l'avenir de la construction communautaire selon la réponse que le futur président comptera y apporter.

L'Europe comme bouc émissaire ?

Si l'Europe a toujours été un sujet de débats en France, l'élection présidentielle de 2017 est la première élection où la question européenne se clive autour de la question l'appartenance même de la France à l'UE. Du côté des europhobes, l'UE est présentée comme un bouc-émissaire, responsable des maux français, et la sortie de l'Union est vue comme une solution légitime. Néanmoins, on constate que la crainte d'une sortie de l'UE et de la zone euro, tend à agir comme un garde-fou qui empêche les europhobes, et en particulier le Front National d'accéder au pouvoir. Pour Yves Bertoncini, l'euro est devenu un élément « irréversible » et structurel, qui explique que les peuples de la zone euro sont moins attirés par une sortie de l'UE, au contraire des Britanniques par exemple. C'est pourquoi le discours anti UE est aujourd'hui moins porteur et les arguments des europhobes se recentrent autour des questions d'immigration et de sécurité.

De l'autre côté, on remarque que les candidats pro-européens tendent à mettre l'Europe à une place subsidiaire. Emmanuel Macron, François Fillon, et Benoit Hamon centrent leur message sur le fait que les problèmes de la France sont avant tout domestiques, et mettent donc l'accent sur les réformes nationales. Pour eux, ainsi que pour les candidats trotskystes, le rôle de l'Europe en tant que source des problèmes est disproportionnée, et c'est la réforme de la France qui doit être prioritaire.

Quelles solutions européennes ?

Les solutions qui peuvent être apportées au niveau européen sont autant sources de consensus que de différences parmi les candidats (non europhobes). On constate ainsi un relatif consensus sur la nécessité d'une harmonisation sociale ou fiscale à l'échelle de l'Europe, sur le renforcement des frontières extérieures, sur une meilleure gouvernance de la zone euro, ou sur l'idée d'une Europe plus forte au niveau international. A l'inverse on constate de grandes différences sur la place de l'Europe dans la mondialisation, et sur les bénéfices même de l'ouverture au monde, symptôme d'un « pessimisme collectif » français par rapport à la mondialisation. De même, la question des relations avec la Russie divise les candidats (opposition Mélenchon/Fillon vs Hamon/Macron). Cependant, si ces consensus ou différences structurent les positions des candidats, elles ne structurent pas l'opinion publique, et influent donc peu sur l'orientation du vote.

Quels partenariats européens ?

Par définition les europhobes n'ont pas besoin de développer un projet européen avec les partenaires européens. De l'autre côté, les propositions des candidats plus europhiles soulignent un certain handicap du système politique français à s'inscrire dans une logique européenne. Ainsi, le candidat Jean-Luc Mélenchon envisage de renégocier la place de la France dans l'UE selon des conditions inacceptables pour ses

partenaires, sous peine d'organiser un référendum sur la sortie de l'UE. Du côté de Benoit Hamon on constate des incohérences entre une volonté de mutualiser les dettes de l'UE tout en refusant d'appliquer les règles sur le déficit public. Le programme de François Fillon est teinté d'un fort accent antigermanique, avec une volonté de redresser la France en priorité, afin d'en faire la première puissance de l'UE dans les 10 ans. Sur le papier seul Emmanuel Macron aurait des « facilités » à mettre en place son projet européen, surfant sur une vague favorable qui rappelle les élections de Obama, Trudeau ou encore Renzi en Italie.

Pour Yves Bertoncini, l'Europe paye, dans la campagne électorale, une facture dont elle n'est pas débitrice. La France fonctionne selon un modèle fédéral sans en avoir la culture, et le système politique français n'a pas de tradition de contre-pouvoir extérieur (tel que celui de la Commission européenne). Le modèle présidentiel français, qui pousse à l'hyperbole, n'a pas permis non plus de développer une culture du compromis et de la coalition, au contraire du modèle allemand. Ces obstacles expliquent la vision manichéenne qu'ont les candidats de l'Europe, ainsi que la difficulté de l'expliquer à l'électorat. Le débat sur l'appartenance de la France à l'UE est aussi symptomatique d'un mal français et souligne la nécessité d'opérer des changements dans le système politique.

Vers une Europe plus compatible aux priorités françaises ?

Les programmes européens des candidats se concentrent notamment sur trois points saillants : une vision politique de l'Europe, la politique commerciale, et la gouvernance de la zone euro et la fiscalité. Yves Bertoncini est revenu sur ces trois points pour évoquer les évolutions envisageables, mais aussi pour souligner que les logiques et les priorités défendues par la France, sont souvent déjà en place, mais ne sont pas bien perçues, ou ne sont pas suffisamment mises en avant.

Vers une construction européenne plus française

Selon le Directeur de l'Institut Jacques Delors, la France n'a toujours pas « expié » le Traité de Rome qui a mis en place les quatre libertés, et consacré la mise en place d'une communauté économique, éloignée des aspirations et visions plus politique de la France pour la coopération européenne. En cela le Traité de Rome n'était pas un « traité français », et il est donc difficile aujourd'hui pour les candidats de défendre cette vision de l'Europe libérale qui n'a jamais été véritablement admise en France.

Néanmoins Yves Bertoncini prédit que la construction européenne devrait « devenir plus française » à l'avenir. Le contexte géopolitique, entre la résurgence de la Russie, le Brexit, et l'avènement de Donald Trump, créent aujourd'hui une situation inédite qui offre à la France une opportunité de proposer une vision plus politique de l'Europe, plus en ligne avec ses priorités. Ainsi la conférence de Bratislava qui s'est tenue à l'automne 2016 a-t-elle confirmé un revirement de l'agenda européen, en mettant sur la table les enjeux de sécurité et de défense, de migration et de contrôle des frontières, et d'investissement. Des thématiques très françaises, et largement reprises par les candidats à la présidentielle.

Quelle politique commerciale pour l'UE

Les programmes des candidats soulignent la forte défiance envers la mondialisation et les accords de commerce de l'UE, et une forte demande de protectionnisme. Selon Yves Bertoncini, au contraire les europhiles ne revendiquent pas suffisamment le protectionnisme de l'UE. Ce protectionnisme existe en tant que tel pour l'agriculture. Dans les autres secteurs les conditions et normes nécessaires à l'entrée dans le marché unique créent des barrières non-tarifaires à l'entrée qui doivent être soulignées et revendiquées dans le débat national.

Si la Commission demeure libérale, on constate néanmoins qu'une réflexion importante est menée sur la question de l'anti-dumping, ainsi que sur les conditions de réciprocité nécessaires au commerce. S'il est difficile d'imaginer un virage vers une politique ouvertement protectionniste, l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche change la donne et pourrait encourager l'UE à muscler ses instruments de défense commerciaux, à l'instar de ce que demandent plusieurs candidats à la présidentielle. Néanmoins de tels changements devront être négociés avec pragmatisme et astuce. Yves Bertoncini a insisté sur la nécessité

pour le prochain gouvernement et les futurs ministres de ne pas se limiter à des « effets de manche » mais d'arriver à Bruxelles avec des propositions construites, et une approche constructive qui manque aujourd'hui à la France dans l'arène européenne.

Quel futur pour la zone euro ?

Les candidats à la présidentielle se retrouvent dans leur volonté de réformer et de démocratiser le fonctionnement de la zone euro. Ils proposent notamment la mise en place d'un Parlement de la zone euro, incorporant des élus nationaux. Pour Yves Bertoncini, une réforme du gouvernement de la zone euro est possible si les propositions restent réalistes, et ne visent à pas mettre en minorité des pays, en particulier l'Allemagne.

Par ailleurs, le scepticisme français vis-à-vis de la gouvernance de la zone euro est paradoxal. En effet la France a déjà remporté une victoire considérable sur la construction de la zone euro, qui n'est pas mise en avant au niveau national : la politique de la BCE, sa manière d'agir, par exemple dans l'application ultra flexible du Pacte de stabilité, ainsi que la mise en place par la Commission de l'Union bancaire, s'inscrivent dans des logiques françaises, tandis que les Allemands ont perdu le contrôle de la Banque Centrale.

En ce qui concerne la politique fiscale les candidats partagent également une volonté commune de renforcer l'harmonisation des règles en Europe. Cependant il sera, là aussi important de rester réaliste. Il est ainsi impossible de demander un taux d'imposition sur les entreprises identique dans tous les Etats membres. Il faudra que le prochain gouvernement adopte une approche coopérative, au lieu d'inciter à une concurrence fiscale contre-productive entre les Etats d'un même marché unique.

Les défis pour l'Europe en France

Le défi de la jeunesse

Les membres du Cercles ont souligné à quel point les élections présidentielles 2017 ont vu la montée du vote extrême chez les jeunes, qui voient souvent le vote Le Pen ou Mélenchon comme un alternative. Pour Yves Bertoncini ce vote est avant tout antisystème et non anti-européen. En revanche, en France le sentiment pro-européen a surtout porté par les seniors qui ont connu la guerre et les prémices de la construction européenne. Pour les nouvelles générations d'électeurs, il n'y a pas eu un avant et un après l'Europe. Les bénéfices de la construction européennes paraissent acquis et naturels. Il est donc important de sensibiliser les jeunes à l'Europe, et à ce qui signifie réellement la construction européenne.

Yves Bertoncini a également souligné que, depuis le milieu des années 2010 l'Europe a été contrainte de jouer le mauvais rôle et d'endosser une politique d'austérité qui n'est pas fondamentalement dans sa nature. La crise grecque et sa gestion par l'Europe et par les Etats membres a fait du mal à l'image de l'UE, en particulier auprès des jeunes. Il est donc nécessaire au niveau national de faire plus d'efforts afin d'envoyer des messages positifs sur l'Europe à la jeunesse et de la réexpliquer pour la rendre intelligible.

La nécessité de repenser la politique européenne en France

En France le portefeuille de l'Europe occupe une place très atypique dans l'organisation politique. D'une part le président de la République peut prendre seul des décisions en matière de politique européenne sans être tenu de se justifier devant le Parlement. D'autre part il n'existe pas à proprement parler de ministre des affaires européennes en France. Si le SGAE est une administration efficace, il n'en demeure pas moins que le secrétaire général est un technocrate qui n'a aucun compte à rendre aux élus.

L'une des principales difficultés en France est donc de pouvoir personifier l'Europe au sein du gouvernement, et de trouver quelqu'un qui puisse parler d'Europe en France. Pour Yves Bertoncini la meilleure solution sera d'avoir deux secrétaires généraux : un au Quai d'Orsay, en charge des relations avec les Etats membres, et de la politique européenne en France. Un autre, rattaché au Premier Ministre, spécifiquement en charge des politiques menées à Bruxelles.